



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service eau-environnement

Agence régionale de santé
Pôle santé publique

Le préfet de la Haute-Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 28 septembre 2022

ARRÊTÉ n° DDT-2022-1289

de prescriptions complémentaires pour la production d'énergie hydraulique sur la conduite d'eau brute issue de la source du Blond, modifiant l'autorisation délivrée par arrêté n° 158/2001 du 3 juillet 2001

Commune de SCIONZIER

Pétitionnaire : mairie de SCIONZIER

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L181-1 à L181-31, L214-1 à L214-19, R181-1 à R181-56, R214-1 à R214-56 ;

VU le code de l'énergie et notamment ses articles L511-1 et L511-3 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles R1321-11, R1321-12, R1321-23 et R1321-48 à 52 ;

VU les articles L181-14, R181-45 et R181-46 du code de l'environnement portant sur les modifications d'ouvrages autorisés et sur les arrêtés de prescriptions complémentaires aux ouvrages autorisés ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la circulaire du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Arve, approuvé le 23 juin 2018 ;

VU l'arrêté n° 158/2001 du 3 juillet 2001 "Dérivation des eaux des captages de « Brion » situés sur la commune de Nancy-sur-Cluses, de l'« L'eau Blanche » et du « Blond », situés sur la commune de Scionzier, instauration des périmètres de protection d ces points d'eau situés sur les communes de Nancy-sur-Cluses et Scionzier - Déclaration d'utilité publique" ;

VU le dossier déposé le 4 février 2022 par la commune de SCIONZIER, représentée par son maire, pour porter à connaissance des travaux de mise en place d'une turbine hydroélectrique sur la conduite d'eau brute issue de la source du Blond, à SCIONZIER ;

VU l'avis de l'Office français de la biodiversité du 11 mars 2022 ;

VU les lignes directrices définies en octobre 2008 par l'agence française de sécurité sanitaire des aliments pour l'installation de turbines hydroélectriques sur les canalisations d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU la demande de compléments au dossier transmise par la DDT de la Haute-Savoie le 13 avril 2022 et les réponses apportées par le pétitionnaire le 16 mai 2022 ;

VU le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire le 13 juillet 2022 et sa réponse sans observation du 8 septembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que les eaux turbinées sont destinées intégralement à la production d'eau potable et que l'exploitation hydroélectrique n'entraîne pas de différence de prélèvement de la ressource ;

CONSIDÉRANT que l'équipement d'une turbine hydroélectrique ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L211-1 ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions techniques pour encadrer la réalisation des travaux, et définir les conditions de surveillance et d'entretien des aménagements réalisés en application de l'article L214-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des risques sanitaires inhérents aux équipements de turbinage de l'eau n'a pas mis en évidence de risque non-maîtrisé de dégradation de la qualité de l'eau ou d'interférence avec la distribution de l'eau ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Objet de l'autorisation

Le présent arrêté porte sur la dérivation des eaux du captage du « Blond », située sur la commune de SCIONZIER. Ses dispositions complètent l'arrêté n° 158/2001 du 3 juillet 2001, autorisant ce prélèvement.

La commune de SCIONZIER, exploitante du captage et bénéficiaire de l'autorisation environnementale sus-mentionnée, est autorisée à installer et exploiter une turbine hydroélectrique sur le réseau existant d'eau brute qui achemine les eaux de la source du Blond, dans les conditions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique au titre de l'article L511-1 du code de l'énergie.

ARTICLE 2 - Caractéristiques de l'équipement

La turbine fonctionne au fil de l'eau en exploitant uniquement les eaux brutes destinées à être traitées et distribuées pour la consommation au réseau d'eau potable. Le surplus se déverse au Foron au niveau de la chambre de répartition située à l'aval immédiat du captage.

Ses caractéristiques sont :

- une puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale brute de 75,1 kW ;
- une puissance normale disponible, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, du débit moyen turbinable et des pertes de charges, de 49 kW ;
- une hauteur de chute brute maximale est de 230 m ;
- un débit maximal turbiné de 33,3 l/s.

Les eaux issues du captage sont mises en charge à la cote 760, dans la chambre de répartition et de trop-plein, en rive gauche du Foron et en amont de la prise d'eau des Forces motrices du Foron.

Elles transitent par une conduite d'adduction qui relie ce point à la station du Martinet.

Elles sont turbinées au niveau de la station du Martinet, à la cote de 530 m.

La turbine est installée sur une conduite établie en parallèle (bypass) au dispositif brise-charge existant antérieurement.

La turbine est de type Pelton. La turbine et les équipements électromécaniques et hydrauliques nécessaires au fonctionnement de la micro-centrale sont installés dans la chambre de vannes de l'ancien décanteur de la station du Martinet. Les bacs existants de la chambre de vannes sont réhabilités afin de disposer :

- d'un bac de mise en charge sous l'arrivée des eaux turbinées, équipé d'un trop plein ;
- d'un bac pied sec pour accès aux organes de manœuvre ;
- d'un piquage sur le départ adduction des eaux turbinées vers la station de traitement pour permettre le prélèvement du contrôle sanitaire.

La conduite de la turbine est équipée d'un débitmètre électromagnétique. Les débits instantanés sont enregistrés ainsi que le volume annuel des débits turbinés.

Le dispositif de réduction de pression est conservé, sa conduite est équipée d'un robinet-vanne électrique DN150 ouvert sur arrêt d'alimentation électrique. Il assure la desserte en eau en cas de rupture d'alimentation électrique ou de dysfonctionnement de la turbine.

ARTICLE 3 - Consignes d'exploitation

Le débit qui transite dans la turbine est régulé par :

- une consigne de niveau dans les réservoirs de distribution de l'eau potable de la station du Martinet ;
- une consigne de niveau dans la bache de mise en charge de la source du Blond.

ARTICLE 4 - Dispositions destinées à préserver la qualité de l'eau

La fourniture d'eau potable à la commune de SCIONZIER est prioritaire sur tout autre usage.

Le bénéficiaire s'assure que la turbine n'entraîne aucune dégradation de la qualité des eaux qui doit rester conforme aux limites de qualité fixées par la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire s'assure en permanence du bon fonctionnement du dispositif et que celui-ci n'entraîne en aucun cas une interruption de la distribution d'eau potable et l'inactivité de la réserve incendie.

Un protocole de maintenance de la turbine et des équipements connexes, incluant le nettoyage et la désinfection avant toute remise en eau après intervention technique, doit être rédigé. Les opérations de maintenance sont consignées dans un carnet sanitaire.

Le personnel en charge de ces opérations dispose d'une attestation de formation technique d'intervention sur les réseaux d'eau destinée à la consommation humaine.

Si la micro-turbine est à l'origine de coupures d'eau ou de dégradations de la qualité de l'eau, l'autorité sanitaire peut suspendre cette autorisation.

ARTICLE 5 - Prescriptions relatives à la réalisation des travaux

Lors de la réalisation des travaux, toutes dispositions sont prises pour éviter la pollution du réseau d'eau potable.

L'exploitant informe le service de la police de l'eau (ddt-see-ma@haute-savoie.gouv.fr) ainsi que l'ARS (ARS-DT74-EAU@ars.sante.fr) du démarrage des travaux 8 jours avant leur démarrage effectif.

Les services cités ci-dessus sont également destinataires d'un compte rendu des opérations réalisées dans un délai d'un mois suivant l'achèvement des travaux. Ils sont informés de la mise en exploitation de l'aménagement.

ARTICLE 6 - Conformité au dossier et modifications

Les travaux suivent les modalités et valeurs annoncées dans le dossier de porter à connaissance, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées dans le présent arrêté.

Pour toute modification notable apportée aux travaux, le pétitionnaire informe préalablement les services précités, avec les éléments d'appréciation proportionnés, dans le cadre des articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 - Déclaration d'accident ou d'incident

Tout dysfonctionnement de l'installation de turbinage ou toute dégradation de la qualité de l'eau due au turbinage fait l'objet d'une information immédiate de l'agence régionale de santé (ARS).

En cas d'incident ou accident intéressant les aménagements susceptibles de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Il informe, dans les meilleurs délais, le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face, conformément à l'article L211-5 du même code.

ARTICLE 8 - Contrôles, accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux aménagements et travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées aux articles L171-1 et L181-16 du code de l'environnement.

En particulier, l'exutoire des eaux non consommées et évacuées depuis la station du Martinet est accessible et contrôlable sans demander d'accès ni présence de l'exploitant.

Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté, notamment les chiffres des débits turbinés et ceux des débits éventuellement déversés à la station du Martinet, que l'exploitant obtient par tout moyen de mesure ou d'estimation approprié.

ARTICLE 9 - Publication et information des tiers

En application de l'article R181-44 du code de l'environnement :

- une copie de la présente autorisation est déposée en mairie de SCIONZIER ;
- un extrait de la présente autorisation est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la commune de SCIONZIER. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le soin du maire ;
- une copie de la présente autorisation est adressée au syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents (SM3A) ;
- la présente autorisation est publiée sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Savoie qui a délivré l'acte, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10 - Voies et délais de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, en application de l'article R181-50 du code de l'environnement :

- 1° par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télerecours citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ARTICLE 11 - Exécution

MM. le secrétaire général de la préfecture, le maire de SCIONZIER, le délégué départemental de l'ARS, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'OFB (office français de la biodiversité) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié sur le site Internet de la préfecture.

Le préfet,



Yves LE BRETON

Plan de situation

Commune de SCIONZIER

